



CENTRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST



Rapport d'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2017 Situation au 31 mai 2017



Global Affairs
Canada Affaires mondiales
Canada



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Table des matières

I. VUE D'ENSEMBLE	5
II. ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE	5
Bénin	10
Burkina Faso	12
Côte d'Ivoire	14
Guinée	15
Guinée-Bissau	17
Mali	19
Mauritanie	20
Niger	22
Sénégal	24
Togo	25
BCEAO et Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCBU)	27
III. ACTIVITÉS DE FORMATION	27
Graphiques	
Graphique 1. Exécution du programme de travail de l'AF2017 par bénéficiaire	6
Graphique 2. Exécution du programme de travail de l'AF2017 par domaine d'activité	9
Tableaux	
Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest–Cadre stratégique 2014-2017	7
Tableau 2. AFRITAC de l'Ouest – Liste et thèmes des Projets pluriannuels	8
Tableau 3. Exécution du programme de travail de l'AF2017, par domaine	9
Tableau 4. Séminaires régionaux en AF2017	29
Tableau 5. Stages d'immersion organisés au cours de l'AF2017	36

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AT	Assistance Technique
AUT	Agence UMOA-Titres
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BEN	Bénin
BFA	Burkina Faso
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
CAM	Cadre d'Analyse Minimum
CI/CIV	Côte d'Ivoire
CFAP	Classification des Fonctions des Administrations Publiques
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CO	Comité d'Orientation
CNUCED	Conférence des Nation unies sur le commerce et le développement
CP	Crédits de Paiement
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CREPMF	Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers
CUT	Compte unique du Trésor
DGAE	Direction Générale des Affaires Économiques
DFP	Département des Finances Publiques
DGB	Direction Générale du Budget
DGE	Direction Générale de l'Économie
DGESS	Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGCI	Direction Générale des Contributions et des Impôts
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DPAM	Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Économiques
DPSB	Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires
DPSEF	Direction de la Planification des Études et Statistiques Fiscales
DSD	Direction des Statistiques Douanières
ECT	Expert Court Terme
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)

GIN	Guinée
GIZ	Coopération Technique Allemande
GNB	Guinée-Bissau
ICC	Indicateurs du Coût de la Construction
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IGA	Indices des conditions Générales d'Activités
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Économique
INSEE	Institut National de Statistique et des Études Économiques
INSEED	Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques
IPCE	Indices des Prix du Commerce Extérieur
ISCA	Indicateurs Synthétiques du Climat des Affaires
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MdF	Ministère des Finances
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
MLI	Mali
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MRT	Mauritanie
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
NER	Niger
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OMD	Organisation mondiale des douanes
OTR	Office Togolais des Recettes
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Évaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAR	Restes A Recouvrer
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SEN	Sénégal
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGCBU	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises
SYDONIA	Système DOuaNIer Automatisé
TGO	Togo
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

I. VUE D'ENSEMBLE

1. **L'année fiscale 2017 (mai 2016-avril 2017) marque la fin du Cycle III de financement de l'AFRITAC de l'Ouest.** Pendant cette année, l'exécution du programme de travail s'est faite, comme dans le passé, selon les directives données par le Comité d'Orientation (CO) lors de ses réunions annuelles de mai 2016 et février 2017, et les orientations stratégiques qui ont guidées le programme de travail. Ce rapport en fait la présentation à fin mai, étant donné que les activités du Cycle III avaient été prolongées d'un mois en décembre 2016, afin de tenir compte du solde de trésorerie et du potentiel d'activités, en prévision de la clôture du Cycle III.
2. **L'exécution du programme de travail a été satisfaisante.** Le volume de 604 semaines-personnes, revu à 644 à l'issue de l'extension du Cycle III d'un mois, a été exécuté à hauteur de 86%, soit 552 semaines d'activités de renforcement de capacités, couvrant des missions d'assistance technique, 10 séminaires régionaux, un cours de Programmation et Politiques financières, et 10 stages d'immersion.
3. **Les leçons suivantes ont pu être tirées des activités menées en année fiscale 2017 :**
 - ❖ La flexibilité de l'AFRITAC de l'Ouest dans la conduite de ses activités reste un atout majeur qui permet d'accompagner efficacement les États membres lorsqu'un appui d'urgence est demandé.
 - ❖ Les activités de formation, notamment en forme d'ateliers nationaux et de stages d'immersion sont en forte demande, et très appréciées par les participants.
 - ❖ La nomination des candidats participant aux séminaires régionaux continue à se faire avec retard par rapport aux délais donnés par le Centre. Cependant, il y a eu moins de changements tardifs des participants et d'annulations, ce qui a permis de réduire les coûts liés aux frais de pénalités pour les billets d'avion.
 - ❖ Le Centre continue à avoir des difficultés à mobiliser des experts de court terme ayant une expérience avérée.

II. ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE

4. **La mise en œuvre des activités d'AT pour l'année fiscale 2017 a été conforme au programme de travail approuvé par le Comité d'orientation.** Elle visait la réalisation des jalons et objectifs fixés pour l'année fiscale 2016-17, eux-mêmes inscrits dans le cadre logique à moyen terme du Centre (Tableau 1). La mise en œuvre du programme de travail s'est faite également dans le cadre des projets pluriannuels d'AT, dont la plupart était en fin de cycle (Tableau 2). Comme dans le passé, des variations importantes sont observées en termes de semaine-personnes fournies (Graphique 1). Dans l'ensemble, les faibles volumes de missions s'expliquent par les annulations de missions liées à la situation sécuritaire, au report des missions à la demande des autorités, et à une faible demande d'assistance technique.

**Graphique 1. Exécution du programme de travail de l'AF2017 par bénéficiaire
(Situation au 30 mai 2017)**

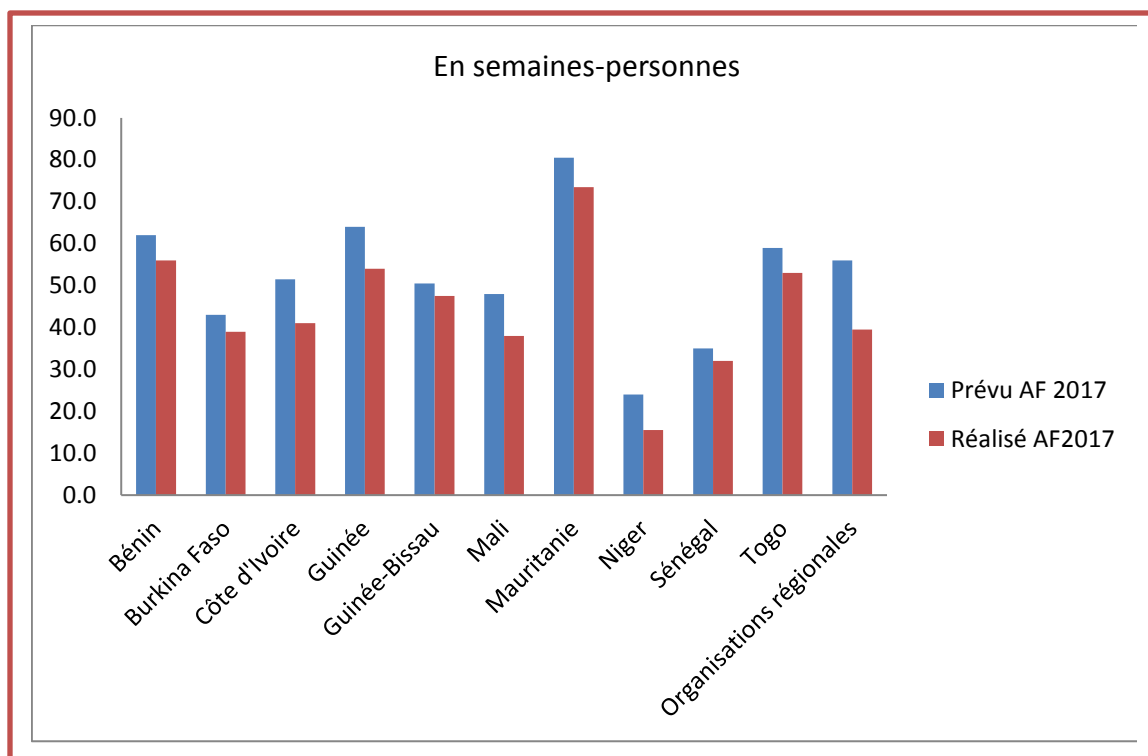


Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest–Cadre stratégique 2014-2017

[illegible]

**Tableau 2. AFRITAC de l'Ouest – Liste et thèmes des projets pluriannuels
(Au 31 décembre 2016)**

Domaines	Thème du projet	Total	BEN	BFA	CIV	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	BCEAO	AUT
Administration douanière	Gestion automatisée du risque.	6												
	Bureau National de la Valeur.	1												
Administration fiscale	Direction des Moyennes Entreprises.	7												
	Gestion des restes à recouvrer.	6												
Gestion des dépenses publiques-Budget	Budget-programme.	1												
	Préparation Budgétaire.	1												
	Pilotage de la masse salariale.	1												
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité publique.	Comptabilité en droits constatés et patrimoniale.	4												
	Gestion de trésorerie.	1												
Statistiques du secteur réel	Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008.	2												
	Mise en place des comptes nationaux trimestriels.	4												
	Publication des comptes nationaux annuels selon le SCN de 1993.	1												
Gestion de la dette et Développement des marchés financiers	Cadre de gestion de la dette.	4												
	Développement du marché des titres publics dans l'UMOA.	1												
Supervision et restructuration bancaires	Renforcement de la supervision bancaire.	2												
	Accords de Bâle II et Bâle III.	1												
Total		43	7	6	3	2	1	7	4	2	3	6	1	1



Projet clôturé



Projet reconduit



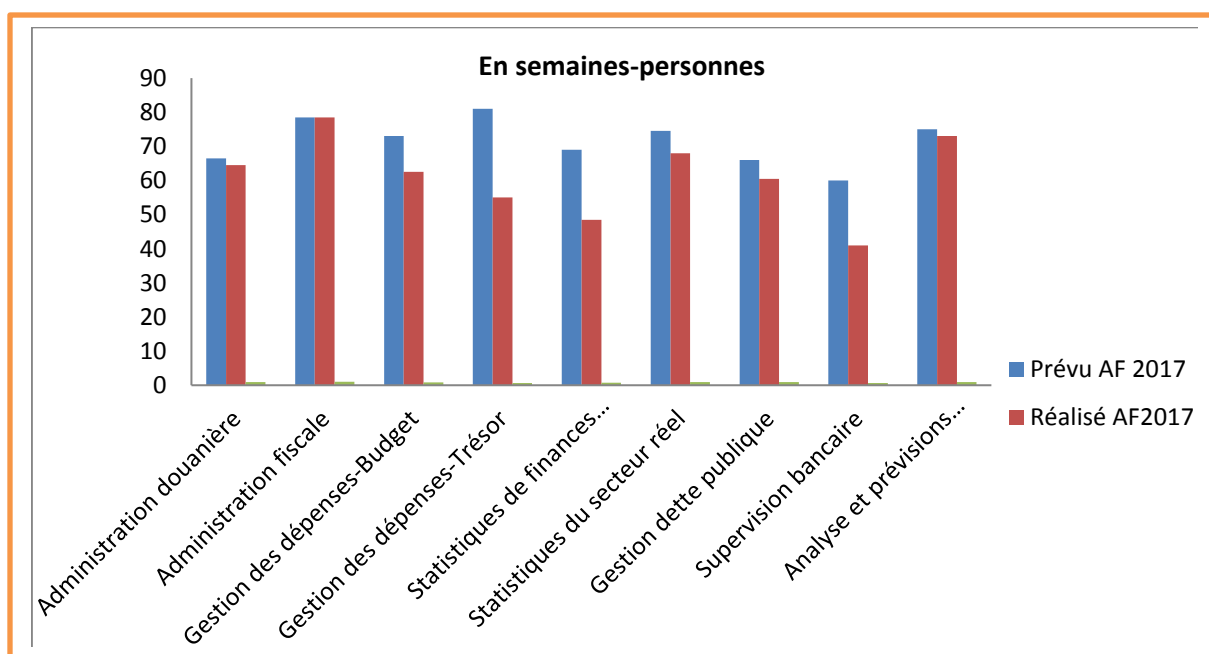
Projet annulé

5. **L'exécution du programme de travail par domaine a atteint des niveaux satisfaisants.** Les activités prévues au programme de travail pour l'AF2017 ont été exécutées en totalité en Administration fiscale, et ont atteint des taux très élevés dans les autres domaines (Tableau 3). Parmi les facteurs explicatifs des variations observées se trouvent les suspensions de missions pour raison de sécurité, les annulations de missions, une faible demande d'AT en supervision et restructuration bancaire, et la prise de fonction retardée de nouveaux conseillers résidents en Supervision bancaire, en Statistiques de finances publiques et en Administration douanière.

**Tableau 3. Exécution du programme de travail de l'AF2017, par domaine
(Situation au 30 mai 2017)**

Domaine d'activités	Ressources programmées AF 2017	Ressources utilisées AF2017	Taux d'exécution
Administration douanière	67	65	97%
Administration fiscale	79	79	100%
Gestion des dépenses-Budget	73	63	86%
Gestion des dépenses-Trésor	81	55	68%
Statistiques de finances publiques	69	49	71%
Statistiques du secteur réel	75	68	91%
Gestion de la dette publique	66	61	92%
Supervision et restructuration bancaires	60	41	68%
Analyse et prévisions macroéconomiques	75	73	97%
TOTAL	645	554	86%

**Graphique 2. Exécution du programme de travail de l'AF2017 par domaine d'activité
(Situation au 30 mai 2017)**



Bénin

Administration douanière

6. La mise en œuvre des recommandations de l'AT a connu des progrès mitigés.

- ❖ *La gestion automatisée de risques.* Le projet pluriannuel dans le cadre duquel cette assistance technique était donnée a démarré en 2009, et a été relancé en 2013. Le Centre a fait le constat qu'il a franchi un cap important d'un point de vue technique. Cependant, dans la pratique, la gestion automatisée du risque n'est pas encore opérationnelle et requiert un appui conséquent des Autorités pour la mise en œuvre des bonnes pratiques en la matière. Le projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT) devait être clôturé cette année, mais les Autorités souhaitant que la gestion automatisée du risque devienne réellement effective et efficiente, ont exprimé le souhait d'une prolongation. Le PPAT a donc été prolongé de 18 mois.
- ❖ *Le plan stratégique pour les réformes proposées par la mission FAD en décembre 2016 n'a pas été mis en œuvre.* L'administration des douanes n'a initié aucune mesure pour renforcer la fonction de contrôle après dédouanement. La situation est au même niveau qu'en décembre 2015. L'AT a contribué à la création d'un comité directeur chargé de la mise en œuvre des recommandations du plan stratégique, et à l'élaboration d'un plan d'actions.

Administration fiscale

7. **Renforcement de l'immatriculation fiscale des contribuables.** Avec l'appui technique du Centre, la DGI du Bénin, à l'instar d'autres pays de la sous-région, a mis en place un système d'immatriculation fiscale pour recenser les activités économiques. Malheureusement, au fil des années, il a été créé une base de données plus large permettant d'enregistrer même des personnes qui n'exercent pas d'activités économiques. Le Centre a aidé les services à filtrer la base existante, composée de plus d'un million d'effectifs, par rapport à une base fiscale de moins de 40 000 personnes, représentant les vrais opérateurs économiques. L'objectif poursuivi était de disposer d'une base fiscale saine, susceptible de recenser l'ensemble des opérateurs économiques et de soutenir les actions d'élargissement de l'assiette. Dans la même lancée positive, le rapprochement de l'information des douanes avec les données des bilans déposés à la DGI a permis d'identifier 1335 nouvelles entreprises qui faisaient des importations sans être fichées à l'administration fiscale.

Gestion des dépenses publiques

8. **Préparation d'un manuel de procédures.** Avec l'AT fournie par le Centre, un manuel des procédures comptables a été finalisé et des conseils ont été fournis sur l'organisation fonctionnelle de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour mieux l'adapter aux exigences de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale. De plus, un plan d'actions triennal pour la mise en œuvre progressive des nouveaux paradigmes d'exécution de la dépense en mode de programme a été adopté.

Statistiques de finances publiques

9. **Progrès dans la mise en œuvre des réformes régionales.** L'AT fournie par le Centre a permis de finaliser le tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir des données extra comptables ; d'identifier les données disponibles pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment pour les tableaux 2 et 4 qui portent respectivement sur le flux de trésorerie et la dette de l'administration publique. Il faut souligner que les statistiques produites le sont uniquement pour l'administration publique centrale budgétaire. Par ailleurs, des travaux ont été entrepris dans une perspective d'élargissement du champ d'application des statistiques de finances publiques aux collectivités locales et à la caisse de sécurité sociale. Ainsi, il est prévu dans le courant du premier semestre 2017 la production sur une base expérimentale du TOFE UEMOA 2009, de la sécurité sociale et des collectivités locales ou décentralisées. La production du TOFE expérimentale des établissements publics nationaux est prévue pour le dernier trimestre de 2017.

Statistiques du secteur réel

10. **Amélioration des indicateurs de haute fréquence.** Les activités menées par l'AFRITAC de l'Ouest, à travers deux missions ont contribué à l'amélioration des indicateurs infra-annuels, ainsi qu'à la cohérence intersectorielle des données macroéconomiques. La première mission a poursuivi la mise en place du dispositif des comptes nationaux trimestriels (CNT) et l'élaboration d'une note d'analyse du Produit Intérieur Brut (PIB) au quatrième trimestre 2015 pour une diffusion restreinte. La seconde mission a appuyé l'élaboration du compte financier pour l'année 2015, permettant ainsi au Bénin d'étendre le champ des comptes des secteurs institutionnels dans le cadre de la mise en œuvre du *Système de comptabilité nationale de 2008*.

Gestion de la dette

11. **Renforcement de capacités sur en gestion de la dette publique.** Les activités du Centre ont essentiellement porté sur les actions de formation, y compris dans le cadre d'un atelier national. Elles ont porté sur trois aspects importants de la gestion de la dette publique. Il s'agit de :

- ❖ La préparation d'un plan annuel de financement qui est en cohérence avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme retenue.
- ❖ La gestion du risque de refinancement du portefeuille de la dette publique.
- ❖ L'utilisation du cadre de viabilité de la dette publique. Cette activité était menée dans le cadre d'un atelier national qui a également aidé les participants à améliorer la qualité de leurs documents d'analyse de viabilité de la dette.

Analyse et prévisions macroéconomiques.

12. **Les activités menées dans ce domaine ont contribué aux résultats suivants :**

- ❖ *La préparation d'un projet de suivi conjoncturel des activités du secteur informel.* Une mission du Centre a travaillé avec les cadres concernés sur les aménagements de ce projet. Le suivi sous forme d'enquêtes qualitatives d'opinion se focaliserait sur le secteur non-agricole, urbain et péri-urbain sur un échantillon d'entreprises du secteur informel sédentaire et semi-sédentaire. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la gamme d'indicateurs à haute fréquence suivi par la Direction générale des affaires économiques (DGAE), la mission a exposé les méthodologies d'élaboration des indicateurs du coût de la construction, des indices des prix du commerce extérieur, des indices des conditions générales d'activités, et des indicateurs synthétiques du climat des affaires.
- ❖ *La mise à jour et l'opérationnalisation du modèle de simulation et d'analyse des réformes (MOSARE).* Parmi les actions menées il y avait l'actualisation du manuel d'utilisation du modèle et l'élaboration d'un plan d'actions 2017-2022 intégrant les activités à réaliser pour l'appropriation et le renforcement du modèle.

Burkina Faso

Administration douanière

13. **Progrès dans la mise en place de la gestion automatisée du risque.** Malgré des insuffisances qui demeurent encore au niveau opérationnel, la douane a accompli de remarquables progrès au niveau technique, qui se sont traduits par l'application d'une nouvelle méthode de scoring et le renforcement de la sélectivité aléatoire des contrôles. L'AFRITAC de l'Ouest a dispensé aux douanes tous les conseils nécessaires pour mettre pleinement en œuvre la gestion automatisée des risques, particulièrement au niveau technique et opérationnel.

14. **Définition des priorités pour appuyer le plan stratégique de la douane.** L'expert du Centre a participé à une mission diagnostique conduite par le Département des Finances Publiques du FMI. Pour appuyer le plan stratégique élaboré par la douane, la mission a proposé cinq priorités. Il s'agit de :

- ❖ Lancer l'exécution et le suivi du plan stratégique pour une mise en place effective des réformes.
- ❖ Refondre le système des rémunérations annexes qui entrave le processus de modernisation.
- ❖ Renforcer la facilitation des échanges et la mobilisation des recettes.
- ❖ Redéployer les effectifs en surnombre dans les bureaux de dédouanement pour renforcer certaines activités essentielles à la mobilisation des recettes comme le contrôle après dédouanement, et la surveillance du territoire.
- ❖ Assainir la profession de commissionnaire en douane.

Administration fiscale

15. **Renforcement de l'administration fiscale.** Le Centre a contribué au renforcement de la performance de la Direction des moyennes entreprises (DME) et du recouvrement, en particulier de la TVA. En effet, avec l'appui de son AT, le portefeuille de la DME est passé de 2 039 contribuables à 2 829, et le taux de couverture du contrôle fiscal s'est amélioré, passant de 2,9% à 9,2% entre 2014 et 2015. Par ailleurs, le transfert effectif des dossiers entre la DME et les services locaux a été noté traduisant ainsi la consolidation du principe de segmentation des contribuables, ainsi qu'une augmentation de la conformité en matière de TVA de 71% à 85% entre 2015 et fin février 2016. Le Centre a pris part à une mission organisée par le Département des Finances publiques du FMI en Mars 2017, avec comme thème de mission : l'élaboration d'une stratégie de réformes fiscales pour les 3 prochaines années.

Gestion des dépenses publiques

16. **Progrès dans la mise en œuvre des réformes régionales en matière de gestion de dépenses.** Le Centre a fourni des conseils pratiques complémentaires pour la poursuite des réformes comptables, y compris celles relatives à l'exécution de la dépense dans la phase comptable. L'AT fournie a également permis la réalisation d'un diagnostic des procédures actuelles d'exécution de la dépense, assorti des mesures de rationalisation.

Statistiques de finances publiques

17. **Préparation de la table de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009.** L'AT fournie a permis de faire des avancées pour l'élaboration du TOFE à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor et conformément au *MSFP 2001/2014*. Elle a aussi contribué à l'identification des données nécessaires à la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum des finances publiques, et à l'élargissement du champ d'application du TOFE à tous les sous-secteurs de l'administration publique.

Statistiques du secteur réel

18. **Élaboration du compte de sociétés financières dans le contexte de la mise en œuvre du SCN 2008.** Au cours de l'AF2017, les activités de renforcement de capacités en statistiques du secteur réel ont mis un accent particulier sur l'application des nouvelles recommandations pour l'estimation du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM), la production des banques centrales et la production des sociétés d'assurances.

Gestion de la dette

19. **Arrangements institutionnels pour la gestion de la dette publique.** Le Centre a dirigé une mission conjointe avec le département des Marchés des Capitaux et Monétaires du FMI et la Banque mondiale pour le renforcement des aspects institutionnels de la gestion de la dette publique. Les travaux de la mission ont permis d'élaborer un plan d'actions accompagné d'un chronogramme pour consolider et mieux organiser les responsabilités de gestion de la dette à la Direction de la dette publique.

Analyse et prévisions macroéconomiques

20. **Renforcement de capacités sur le cadrage macroéconomique.** L'AT fournie par le Centre a permis de former une vingtaine de cadres du Comité de prévision et de modélisation issus de plusieurs entités productrices/utilisatrices des informations économiques sur les enjeux du budget de programme et leurs implications sur les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques. Ces cadres ont également été formés sur les interrelations entre les comptes macroéconomiques, aspect critique de l'élaboration d'un cadrage macroéconomique.

Côte d'Ivoire

Administration douanière

21. **Progrès importants dans la mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique.** En particulier, le Centre a constaté :

- ❖ L'élaboration d'un dispositif informatique qui permettra la prise en charge des exonérations.
- ❖ L'application de la gestion informatisée du risque pour la sélectivité des contrôles aux déclarations de régimes économiques.
- ❖ Plusieurs avancées dans la mise en œuvre du plan d'actions de mise en place d'un cadre de suivi des régimes suspensifs et des exonérations. Par ailleurs, de nombreuses recommandations proposées par la mission de juin 2015 du Département des Finances Publiques du FMI ont été exécutées ou sont en cours de réalisation.

Administration fiscale

22. **Identification de nouveaux contribuables pour les Centres des moyennes entreprises.** Dans le cadre de l'opération d'élargissement de l'assiette fiscale, l'AT de l'AFRITAC de l'Ouest a permis d'identifier plus de 850 nouvelles entreprises qui rempliraient les critères d'éligibilité des entreprises dans le segment des moyennes entreprises, alors qu'elles étaient administrées dans d'autres segments hors des centres des moyennes entreprises. Cette opération était consécutive à une récente mesure de la DGI visant l'abaissement du seuil de compétence des centres des moyennes entreprises de 400 millions à 200 millions de chiffre d'affaires. En outre, les experts du Centre ont assisté la direction des enquêtes et de l'analyse risque à élaborer un plan d'actions opérationnel pour l'année 2017.

Gestion des dépenses publiques

23. **Adoption d'un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense.** Cette dernière s'est faite en perspective du passage au budget de programme, et la préparation d'un diagnostic de l'organisation fonctionnelle de la Direction générale du Trésor

et de la comptabilité publique, ainsi que la revue qualité du plan comptable détaillé de l'État. Par ailleurs, le Centre a participé à la mission d'évaluation de la gestion de l'investissement public (PIMA) conduite par le département des finances publiques (FAD) du FMI en décembre 2016.

Statistiques de finances publiques

24. **Production à titre expérimental des différents tableaux du cadre d'analyse minimum.** Il s'agit en particulier du TOFE UEMOA, de la situation des flux de trésorerie, du tableau des actifs et passifs, ainsi que de la situation de la dette publique. Le Centre a également participé à un atelier portant sur la migration du TOFE selon le MSFP 2001/2014.

Statistiques du secteur réel

25. **Progrès dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).** Le Centre a noté des avancées concernant les CNT, et a souligné la nécessité d'améliorer la qualité des comptes nationaux annuels et du dispositif des indicateurs conjoncturels.

Gestion de la dette

26. **Formation en matière de gestion de la dette.** Une douzaine de cadres en charge de la gestion de la dette ont été formés par l'AFRITAC de l'Ouest sur la technique de réouverture des émissions de titres, ainsi que sur les techniques de gestion des risques y afférents.

Analyse et prévisions macroéconomiques

27. **Suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'AT du Centre.** Ce suivi a porté sur le plan d'actions pluriannuel pour l'amélioration des prévisions des recettes, élaboré au cours de la précédente mission. Dans ce cadre, les experts du Centre ont également testé les spécifications d'un modèle simple de prévisions à court terme des principales recettes fiscales, ainsi que les méthodes de simulation de l'impact des mesures fiscales sur le budget de l'État.

28. **Amélioration des dispositifs techniques d'analyse et de prévisions macroéconomiques.** L'appui du Centre a permis d'identifier l'ensemble des données de base indispensables à la mise à jour du modèle Budgets-Économiques (BUDGECO) de la Direction générale de l'économie (DGE) et d'examiner le cadre opérationnel du BUDGECO (codes sources, structures comptables, variables, paramètres, calibrages, cohérence et robustesse). Par ailleurs, les experts du Centre ont aidé à identifier les besoins en renforcement de capacités de la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques (DPPSE) en termes d'organisation, de budget, de logistique et de ressources humaines, afin d'assurer l'appropriation et la pérennisation du modèle BUDGECO.

Guinée

Administration douanière

29. **Les activités du Centre ont couvert les aspects suivants :**

- ❖ Pour la maîtrise des flux de marchandises, un dispositif douanier permettant le suivi des marchandises depuis leur arrivée au port jusqu'à leur dédouanement a été proposé et deux procédures ont été élaborées : (i) l'une concernant le transfert automatisé des manifestes de cargaison des marchandises par les agences maritimes ; (ii) l'autre relative au suivi et à la régularisation par l'Administration douanière de tous les manifestes non apurés à l'échéance du délai légal en vigueur.
- ❖ L'AT a contribué à la mise en œuvre de la fonction d'audit après dédouanement. Cette fonction permet aux agents des douanes à mieux comprendre le cadre juridique de leur mission, la typologie des contrôles, des procédures et des méthodes de travail post-dédouanement. Elle leur permet aussi d'élaborer un projet de plan annuel de contrôle après dédouanement basé sur une analyse de risques.
- ❖ Le Centre a participé à la mission du Département des Finances Publiques au cours de laquelle les axes de la future stratégie des douanes guinéennes ont été définis.

Administration fiscale

30. **Définition d'une stratégie d'apurement des restes à recouvrer.** Les activités d'AT ont contribué au renforcement du fichier des moyennes entreprises, qui s'est ainsi accru de 680 à 884 entreprises de taille moyenne entre juin 2015 et juin 2016. Par ailleurs, la mission diagnostique organisée par le Département des finances publiques du FMI a permis d'identifier des mesures prioritaires à mettre en œuvre au cours des trois prochaines années. Dans le cadre de ces mesures, les actions de l'AFRITAC de l'Ouest porteront sur le renforcement de la gestion des restes à recouvrer et l'appui à la modernisation de la direction des moyennes entreprises.

Gestion des dépenses publiques

31. **Report d'activités.** L'appui programmé pour l'AF2017 était axé sur la gestion de la masse salariale et de la trésorerie. A la demande des autorités, ces activités ont finalement été reportées à l'AF2018, et devront porter en particulier sur la budgétisation et le pilotage de la masse salariale, ainsi que sur la revue de l'organisation comptable de l'État.

Statistiques de finances publiques

32. **Ébauche d'une table de passage au TOFE selon le MSFP 2001/2014.** Dans le contexte de ces travaux de préparation du TOFE, le Centre a recommandé l'identification de deux cadres devant servir de Point Focal pour renforcer la mise en œuvre des recommandations de l'AT, et faire la liaison avec l'AFRITAC de l'Ouest.

Statistiques du secteur réel

33. **Élaboration des Comptes Nationaux Annuels définitifs 2014 et provisoires 2015, et préparation d'une note d'analyse de ces CNA.** Dans le contexte des travaux ayant permis la réalisation de ces résultats, le Centre a également offert un atelier national de formation au profit des cadres de l'INS sur les méthodologies d'élaboration des CNA.

34. **Préparation du changement de l'année de base.** Le Centre a également appuyé l'INS pour examiner les conditions préalables à l'élaboration d'une nouvelle année de base conforme au *SCN 2008*. Les travaux ont porté sur la préparation d'une stratégie d'élaboration de la nouvelle base et la finalisation de la note sur les sources et les méthodes d'élaboration des CNA conformes au *SCN 2008*.

Gestion de la dette

35. **Identification de sources de vulnérabilité de la dette.** Le Centre a formé 25 cadres guinéens sur l'approche et les actions à entreprendre pour identifier efficacement les principales sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique.

Supervision bancaire

36. **Préparation d'instructions sur la loi bancaire.** La réglementation et l'adaptation du dispositif de reporting que les banques doivent périodiquement adresser à la BCRG étaient au cœur des activités d'AT de l'AF2017. Les missions réalisées par le Centre ont permis de finaliser un nombre important d'instructions (une dizaine) précisant certaines dispositions de la loi bancaire. Le chantier très important du reporting a, pour sa part, débuté par l'élaboration d'un projet de plan comptable des établissements de crédit et de modèles de situation périodique et d'état financier que les banques doivent transmettre à la BCRG ou publier.

Analyse et prévisions macroéconomiques

37. **Formation sur l'utilisation des fonctionnalités du logiciel Excel appliquées à la modélisation, et sur la problématique de prévisions au niveau de la Banque Centrale.** La formation s'adressait aux cadres du Comité technique de validation du cadrage macroéconomique, et portait notamment sur les aspects conceptuels de la modélisation macroéconomique appliquée. Le Centre a également animé un atelier de formation à la BCRG, sur les modèles en usage dans les banques centrales, particulièrement pour la prévision de l'inflation. Il a aussi contribué à l'élaboration d'un plan d'assistance technique pour le développement d'un système de prévision et d'analyse des politiques monétaires.

Guinée-Bissau

Administration douanière

38. **Renforcement des procédures de dédouanement.** Une mission chargée d'évaluer la mise en œuvre des recommandations proposées par les missions de mars et avril 2016, a constaté que lesdites recommandations n'avaient pas été suivies d'effet et que des contraintes existaient encore dans la procédure de dédouanement à l'importation. Le système SYDONIA étant faiblement utilisé au profit de procédures bureaucratiques et manuelles, l'AT a débouché sur la rédaction d'un guide des procédures automatisées de dédouanement pour renforcer l'outil informatique.

39. **Présentation du guide de procédures.** Toutes les parties prenantes à la procédure de dédouanement automatisé (organismes publics et secteur privé) ont unanimement exprimé un

vif intérêt pour le guide de procédures et ont souhaité que les douanes l'appliquent le plus tôt possible. Par ailleurs, bien que les dispositions dudit guide n'aient pas encore été officiellement mises en œuvre, la mission a constaté que certains services avaient déjà adopté les bonnes pratiques contenues dans ce guide, avec une nette amélioration dans les procédures de dédouanement comme la prise en charge et la valorisation des marchandises, et le contrôle après dédouanement.

Administration fiscale

40. **Identification de nouveaux contribuables.** Les travaux d'AT ont contribué à l'augmentation de l'enregistrement des contribuables dans le fichier central de la Direction Générale des Contributions et des Impôts (DGCI). En effet, avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest, il y a eu l'immatriculation de plus de 3800 contribuables administrées par les Centres des impôts mais non enregistrés dans le fichier central ; l'identification de 364 nouvelles entreprises relevant du rapprochement des bases de données des douanes et des impôts ; et la détection de 92 dossiers qui présentent des risques de minoration de chiffres d'affaires.

Gestion des dépenses publiques

41. **Mise à niveau du système d'information.** L'AT fournie par le Centre a permis de faire des avancées en matière de système d'information. En effet, elle a contribué à la mise à niveau du Système d'Information de gestion des finances publiques (SIGFiP) et de procéder à l'édition automatisée d'une première balance générale d'entrée des comptes de l'exercice 2015. En outre, le Centre a formé des comptables à l'utilisation des fonctionnalités du module comptabilité du SIGFiP. Une deuxième mission relative à l'élaboration du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) a permis de présenter les prérequis, la démarche et le cadre institutionnel dudit document.

Statistiques de finances publiques

42. **Progrès dans l'élaboration des tableaux du cadre d'analyse minimum.** Avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest les tables de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 et du sous-secteur de la sécurité sociale conformément au *MSFP 2001/2014* ont été préparées. Par ailleurs, l'AT du Centre a permis d'identifier les données disponibles pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment pour les tableaux portant sur les flux de trésorerie et sur la dette de l'administration publique.

Statistiques du secteur réel

43. **Traitement de données sources et préparation d'une nouvelle année de base.** L'AT fournie par le Centre a permis de disposer d'indicateurs plus récents sur la situation économique, et de progresser sur le projet d'élaboration d'une nouvelle année de base selon le *SCN 2008* et avec ERETES. La première mission conduite dans ce cadre a permis de poursuivre le traitement des données sources de l'année de base 2015 selon le *SCN 2008* alors que la seconde mission, conjointement conduite avec l'Institut National de la Statistique et des Études économiques de France (INSEE), a formé deux comptables nationaux à l'utilisation d'ERETES, et a élaboré les CNA définitifs 2014 et provisoires 2015. Une

troisième mission a permis de disposer des résultats préliminaires de la nouvelle base 2015 conforme au *SCN 2008*.

Gestion de la dette

44. **Amélioration du cadre institutionnel pour la gestion de la dette publique et formation.** Les activités menées par le Centre ont abouti à la préparation d'un projet de réorganisation et de consolidation des fonctions de gestion de la dette au sein de la Direction de la dette publique. En outre, le Centre a formé une vingtaine de cadres de la Direction du service de la dette et de la Direction générale du plan sur les techniques d'évaluation des termes et conditions financières des offres de financement.

Analyse et prévisions macroéconomiques

45. **Amélioration du dispositif de modélisation macroéconomique.** Une mission a en effet évalué la mise en œuvre du plan d'actions pour le renforcement du dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire en Guinée-Bissau.

Mali

Administration douanière

46. **Pas d'activités.** La seule mission qui était prévue au programme a été annulée en raison de la suspension des missions liée à la situation sécuritaire dans le pays.

Administration fiscale

47. **Élaboration d'un plan de contrôle ponctuel.** L'AT du Centre a contribué à l'élaboration d'un plan de contrôle fiscal ponctuel comprenant 376 contribuables qui présentaient de soupçons de dissimulation de recettes et/ou qui n'avaient pas déposé leurs déclarations fiscales dans les délais prescrits par la Loi fiscale.

Gestion des dépenses publiques

48. **Formation des comptables publics et élaboration des manuels de procédures comptables.** En perspective du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale, le Centre a fourni une formation aux comptables publics, et contribué au démarrage de l'élaboration des manuels de procédures comptables. L'AFRITAC de l'Ouest a également produit une note méthodologique pour la budgétisation et le pilotage de la masse salariale, et celle-ci a été validée au plan technique avec les principaux acteurs du ministère des finances.

Statistiques de finances publiques

49. **Finalisation de la table de passage et élaboration du TOFE selon le *MSFP 2001/2014*.** L'AT du Centre a permis de faire des progrès sur la mise en œuvre des réformes portant sur la production du TOFE selon le *MSFP 2001/2014*. Elle a également permis d'affiner les situations de la dette de l'administration publique centrale budgétaire et des flux de trésorerie. Par ailleurs, la matrice d'actions dans une perspective de migration et

d'élargissement du champ du TOFE conformément à la directive de l'UEMOA portant TOFE, a été mise à jour.

Statistiques du secteur réel

50. **Progrès dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels.** Le Centre a contribué aux travaux qui ont permis d'obtenir les premiers PIB trimestriels jusqu'en 2016. Il convient cependant de noter que les résultats obtenus sont fragilisés par le retard dans la diffusion des comptes annuels et l'insuffisance des ressources humaines.

51. **Ébauche du document sur l'élaboration des CNA.** Le Centre a contribué à l'élaboration du document sur les sources et les méthodes d'élaboration des comptes nationaux annuels selon le SCN 1993. L'équipe du Centre a également rassemblé les fragments parcellaires des notes déjà disponibles, proposé un plan de la note finale et aidé à mettre en place un dispositif de mise à jour du document pour préparer le processus de révision de l'année de base.

Gestion de la dette

52. **Pas d'activités.** Les activités prévues au cours de l'année n'ont pas pu être réalisées en raison de la situation sécuritaire dans le pays, ainsi que l'indisponibilité des autorités au cours de la deuxième partie de l'année.

Analyse et prévisions macroéconomiques

53. **Formation sur la modélisation macroéconomique.** Le Centre a animé un atelier de formation sur la modélisation macroéconomique à l'attention des membres du Comité de prévision et de modélisation (CPM). L'atelier a été l'occasion de présenter le passage des anciennes aux nouvelles versions des grands comptes macroéconomiques nécessaires à l'actualisation et à l'approfondissement du modèle, d'initier les participants à la pratique de modélisation macroéconomique et d'échanger sur l'amélioration du fonctionnement du CPM. Il a également permis de retenir des tableaux analytiques conformes au SCN93 pour les comptes nationaux, au 6^{ème} manuel de balance des paiements du FMI, et au MSFP 2001 pour le TOFE.

54. **Toilettage du modèle macroéconomique.** Le Centre a contribué au toilettage du modèle macroéconomique de la Direction nationale de la planification et du développement, en intégrant les données historiques disponibles sous les versions récentes des comptes macroéconomiques (SCN 93, MSFP 2001, BdP 6). Les experts du Centre ont également proposé des modules de projections des recettes budgétaires, des comptes extérieurs et monétaires ainsi que de la dette publique, et élaboré un cadrage macroéconomique prévisionnel pour l'année 2017 sur la base des données disponibles tout en identifiant les contraintes inhérentes à cet exercice.

Mauritanie

Administration douanière

55. **Développement du Bureau National de la Valeur (BNV).** Cette assistance technique a permis la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions et s'est traduite par : (i) le recrutement, l'affectation et la formation du personnel destiné au BNV, ainsi que la formation du personnel des bureaux automatisés ; (ii) la création de la base de données des valeurs de référence et ; (iii) l'activation du champ bloquant dans SYDONIA, favorisant ainsi une meilleure application de la valeur en douane.

56. **Mise en œuvre de la fonction contrôle après dédouanement.** Après une évaluation de la fonction contrôle après dédouanement, l'AT a fourni une formation aux agents et formulé des recommandations pour son renforcement. La formation s'est concentrée sur : (i) la fonction de contrôle après dédouanement ; (ii) le cadre juridique et ; (iii) l'analyse des risques et la planification des contrôles. Enfin, le Centre a contribué, à travers des ateliers, à la rédaction d'un manuel de procédures de contrôle après dédouanement.

Administration fiscale

57. **Renforcement du contrôle sur pièces et ponctuel.** En effet, l'appui au dépouillement des dossiers dans les secteurs de l'importation des produits alimentaires, des matériaux de construction et de la pharmacie, sur la base du contrôle sur pièces a permis d'identifier les risques récurrents dans ces secteurs. Les activités d'AT ont aussi contribué à la consolidation du fichier des moyennes entreprises, et à la rédaction d'une déclaration unique et simplifiée pour quatre impôts et taxes payés mensuellement. Une deuxième mission réalisée a contribué à l'établissement d'un plan de contrôle ponctuel et d'un plan de recouvrement des restes à recouvrer nets.

Gestion des dépenses publiques

58. **Préparation de la transition au budget de programme et amélioration de la qualité de la balance des comptes de l'État.** Avec l'appui technique du Centre, les autorités ont mis en place un plan d'actions quinquennal pour le renforcement des prérequis et la mise en place progressive des outils d'opérationnalisation du budget de programme et des maquettes des programmes budgétaires pour deux ministères. Par ailleurs, l'AT du Centre a permis de proposer des améliorations à la tenue de la comptabilité générale de l'État et la mise à niveau de l'organisation comptable en perspective du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale.

Statistiques de finances publiques

59. **Préparation du TOFE.** L'AT fournie par l'AFRITAC de l'Ouest a permis de faire avancer la préparation du TOFE. Il s'est agi en particulier de l'élargissement du champ d'application des statistiques de finances publiques aux collectivités locales, à la caisse de sécurité sociale et aux autres unités extra budgétaires. Les travaux ont permis également d'identifier les sources de données pour la production des différents tableaux.

Statistiques du secteur réel

60. **Réduction des délais de diffusion des CNA et lancement des travaux de révision de la base des CNA.** Les activités d'AT pour les CNA provisoires ont eu lieu au cours de

deux missions réalisées conjointement avec le Fonds Monétaire Arabe. La première mission a initié le dispositif de production des CNA provisoires en adoptant les nomenclatures et en identifiant les données primaires. La seconde a aidé à finaliser les CNA provisoires 2015 avec des méthodes proches des CNA définitifs. Deux documents ont été préparés sur la présentation des résultats et sur la méthodologie du dispositif des CNA provisoires. La troisième mission a contribué à la mise en œuvre de la stratégie de révision de l'année de base des CNA en mesurant l'impact des changements et de l'application des nouvelles normes internationales du *SCN 2008* sur le niveau du PIB, et en identifiant les besoins d'assistance technique, notamment pour l'élaboration des comptes nationaux trimestriels.

Gestion de la dette

61. **Identification des améliorations à apporter aux règles relatives aux opérations sur le marché primaire des titres publics.** L'AT a porté sur ces améliorations ainsi que sur des conseils pour une meilleure gestion du risque de refinancement lié aux activités d'émission de bons du Trésor. Le Centre a formé une douzaine de cadres du ministère des finances sur la démarche d'élaboration de la SDMT et de l'utilisation de l'outil analytique.

Supervision bancaire

62. **Finalisation du projet de loi bancaire.** Cette dernière était préparée dans le cadre d'une AT fournie par le département juridique du FMI. Les autres activités d'AT ont porté sur le renforcement de capacités en matière de supervision bancaire, et l'adaptation de la réglementation en matière de fonds propres, de calcul des risques pondérés et de norme de liquidité à respecter par les établissements de crédit.

Analyse et prévisions macroéconomiques

63. **La réforme du cadre de politique monétaire et de change de la Banque centrale de Mauritanie (BCM).** L'AT sur cette réforme a été fournie par MCM, avec la participation de l'AFRITAC de l'Ouest. L'apport du Centre a consisté en la définition d'un cadre analytique minimum pour la politique monétaire ainsi que des propositions d'aménagement du processus de prise de décision de politique monétaire à la BCM.

64. **Formation.** Le Centre a également conduit deux missions de formation à la BCM. La première s'est appesantie sur les spécifications et les fonctionnalités des modèles de prévision de l'inflation et des agrégats monétaires ainsi que sur les méthodes de calcul de l'inflation sous-jacente. La deuxième mission a porté sur l'environnement du logiciel Eviews, les modèles de séries temporelles, et l'analyse des données et des résultats des modèles. Les experts du Centre ont également formulé des recommandations pour l'appropriation et le renforcement des modèles élaborés, et plus généralement sur la mise en œuvre d'un cadre propice pour le développement de la recherche.

Niger

Administration douanière

65. **Aucune activité n'était prévue pour cette année fiscale.**

Administration fiscale

66. **Définition d'une stratégie d'élargissement de l'assiette et exploitation des données de la caisse nationale de sécurité sociale.** La comparaison entre ces dernières et les données fournies lors de la déclaration d'impôts sur les salaires a révélé des écarts susceptibles de hausser le niveau actuel des bases d'imposition de l'impôt sur les salaires. La campagne de recouvrement des restes à recouvrer (RAR) soutenue par le Centre s'est traduite par le recouvrement de 5 milliards de FCFA entre février et juillet 2016, représentant 11% du stock d'arriérés recouvrables.

Gestion des dépenses publiques

67. **Construction des maquettes des AE/CP des budgets d'investissement.** Le Centre a formé, en rapport avec la GIZ, une équipe dédiée à la poursuite et à la coordination du projet de construction des maquettes d'Autorisations d'Engagements et des Crédits de Paiement (AE/CP) pour cinq ministères. Il a également aidé à la révision et à la stabilisation des maquettes des deux premiers groupes des ministères.

Statistiques de finances publiques

68. **Préparation de la table de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 conformément au MSFP 2001/2014.** L'AT du Centre a permis d'entamer la préparation de la table de passage, et de procéder à l'identification des sources de données pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment pour les tableaux des flux de trésorerie, la situation des actifs et passifs financiers, ainsi que la situation de la dette de l'administration publique.

Statistiques du secteur réel

69. **Préparation des CNA 2013 avec ERETES.** L'AT fournie par le Centre a permis au Niger de faire des avancées sur la préparation des CNA 2013 avec ERETES. Il conviendrait de noter que l'INS a déjà diffusé les CNA définitifs 2014 et provisoires 2015 élaborés avec son outil MS Excel.

Gestion de la dette

70. **Pas d'activités.** Le programme de travail a été modifié pour éviter une duplication avec les activités d'un autre bailleur de fonds. En effet, l'activité programmée en début d'année n'a plus eu lieu, le thème ayant été abordé dans le cadre d'une mission réalisée en juin 2016 par la Banque mondiale.

Analyse et prévisions macroéconomiques

71. **Pas d'activités.** Aucune activité n'était prévue au programme de travail de cette année fiscale.

Sénégal

Administration douanière

72. **La gestion automatisée des risques.** Des progrès ont été accomplis en raison de la quantité accrue de rapports d'inspection complétés grâce à l'informatisation desdits rapports. Cependant, les améliorations décisives pour l'achèvement du projet tardent à se mettre en place. Le Centre a fourni un ensemble de recommandations dans le cadre d'un plan d'actions qui devrait contribuer à la finalisation du projet.

Administration fiscale

73. **Amélioration de l'identification fiscale.** L'analyse des fournisseurs d'une grande entreprise (limitée aux montants supérieurs à 50 millions de FCFA) a mis en évidence des entreprises qui effectuaient leurs activités sans disposer des numéros d'identification fiscale (NINEA) et ; 14 entreprises dont les NINEA ne figuraient pas au fichier des contribuables. L'ensemble des anomalies relevées portait sur un montant global de 88 milliards de FCFA.

Gestion des dépenses publiques

74. **Transition vers le budget de programme.** L'AT du Centre a poursuivi l'appui à la transition au budget de programme. En effet, elle a soutenu l'adoption des mesures de rationalisation de la chaîne de la dépense dans le contexte de la déconcentration de l'ordonnancement et de l'encadrement des procédures dérogatoires, ainsi que la mise en place d'un dispositif transitoire d'exécution de la dépense avant le démarrage du budget de programme. De plus, les activités d'AT ont conduit à la préparation d'un plan d'actions pour le renforcement de la fiabilité de la Balance générale des comptes et l'amélioration des procédures actuelles de la comptabilité publique.

Statistiques de finances publiques

75. **Élargissement du champ du TOFE.** Depuis juin 2015, le Sénégal a définitivement basculé au TOFE selon le *MSFP 2001* avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest. Aussi, les activités d'AT pour cette AF ont ciblé l'examen des données pour l'élargissement du champ du TOFE, et ont permis d'affiner le TOFE produit selon les nouvelles normes du *MSFP 2001/2014*. Elles ont par ailleurs permis de produire les ébauches de TOFE pour les sous-secteurs de la sécurité sociale et des unités extra budgétaires. En outre, le Centre a soutenu le renforcement de capacités des acteurs des statistiques de finances publiques à travers un atelier de formation aux normes et standards internationaux en matière de statistiques de finances publiques.

Statistiques du secteur réel

76. **Refonte des comptes nationaux.** L'AT fournie par le Centre a contribué à la mise en œuvre du projet de refonte des comptes nationaux. Ce projet vise la publication des Comptes nationaux 2014-2015 conformes au *SCN 2008* d'ici juin 2017. L'AT a également permis de former l'équipe de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie à la préparation des données primaires et à leur confrontation dans ERETES.

Gestion de la dette

77. **Formation.** Le Centre a formé une quinzaine de cadres en charge de la gestion de la dette sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette. Il a aussi participé à une mission conjointe avec MCM et la Banque mondiale, dont les travaux ont permis de renforcer les capacités d'une dizaine de cadres sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT), et sur l'utilisation de l'outil analytique de la SDMT développé par les services du FMI et de la Banque mondiale.

Analyse et prévisions macroéconomiques

78. **Pas d'activités.** Aucune activité n'était prévue au programme de travail de cette année fiscale.

Togo

Administration douanière

79. **Régimes suspensifs et gestion automatisée des risques.** Les activités d'AT ont porté sur ces deux thèmes importants. Elles ont été exécutées dans le cadre de deux missions d'AT. Grâce à ces activités, et celles menées par FAD, l'Office Togolais de Recettes a réalisé des avancées, notamment en termes de développements informatiques portant sur la gestion des intrants et des extrants de la zone franche, et sur celle des régimes suspensifs. Au niveau de la mobilisation des recettes, il y a eu des progrès en ce qui concerne les corrections des glissements tarifaires dues à la mise en œuvre du nouveau tarif extérieur commun. Par ailleurs, un inventaire des ressources douanières pour développer un système automatisé de gestion des risques pour la sélectivité des contrôles a été effectué. Les prérequis nécessaires à la mise en œuvre dudit système automatisé ayant été atteints (création de comités techniques, modifications techniques dans SYDONIA, adoption de nouvelles pratiques par les services opérationnels), un projet pluriannuel de gestion automatisé des risques a été initié.

Administration fiscale

80. **Évaluation de la mise en œuvre des recommandations de l'AT.** Dans le cadre de cette évaluation, il a été constaté que des progrès importants ont été réalisés en matière de consolidation de la segmentation des entreprises et du recouvrement des restes à recouvrer (RAR) recouvrables. En effet, 602 dossiers ont été transférés entre les trois segments de la population fiscale, traduisant une meilleure appropriation du concept de segmentation fiscale. Dans la même lancée positive, 62% des RAR recouvrables cantonnés ont été effectivement recouverts au 31 juillet 2016. De plus, s'agissant du projet de mise en œuvre d'une procédure automatisée d'analyse risque, un projet d'expérimentation a été lancé, en se servant de l'analyse des dossiers des secteurs quincailleries et du ciment. Les anomalies relevées ont servi à la programmation des contrôles en se fondant sur des critères objectifs et d'analyse du risque.

Gestion des dépenses publiques

81. **Les activités d'AT ont permis de réaliser deux objectifs importants.** Il s'agit de la mise à niveau du SIGFiP pour prendre en compte les classifications administratives et économiques de la nouvelle nomenclature budgétaire et du nouveau plan comptable de l'État et ; de la traduction des lignes budgétaires de huit ministères en termes de classification des fonctions des administrations publiques (CFAP), ainsi que de la formation d'une équipe de la direction du budget pour poursuivre cet exercice dans d'autres ministères. Ces activités ont également permis de réaliser un état des lieux du système de gestion des finances publiques dans le domaine couvert par le projet sur le renforcement de la gestion des finances publiques financée par l'Union européenne.

Statistiques de finances publiques

82. **Finalisation du tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir des données extra comptables.** Le Centre a contribué aux travaux portant sur la finalisation du tableau de passage, et sur la revue des tableaux du cadre d'analyse minimum couvrant portant sur la situation des flux de trésorerie et de la dette de l'administration publique centrale budgétaire.

Statistiques du secteur réel

83. **Réduction des délais de publication des comptes nationaux.** L'AT du Centre a permis de finaliser le projet de réduction des délais de publications des CNA. Les activités ont été conduites à travers deux missions qui ont aidé l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques du Togo (INSEED) à finaliser les CNA définitifs 2013, à élaborer les CNA provisoires 2014 et 2015, et à rédiger deux notes sur la présentation des résultats et sur la méthodologie du dispositif des CNA provisoires.

Gestion de la dette

84. **Formation.** L'AT a porté sur le renforcement des capacités à travers une formation en matière de stratégie de gestion de la dette. Le Centre a participé à une mission conjointe avec le département MCM du FMI, et la Banque mondiale, dont les tâches ont permis de renforcer les compétences des cadres de la direction de la dette publique et d'autres services du ministère de l'économie et des finances sur la préparation d'une SDMT de bonne qualité.

Analyse et prévisions macroéconomiques

85. **Examen de PRECOMAT 3.** Le Centre a fourni une AT portant sur l'analyse du fonctionnement et de l'architecture de la version 3 du modèle de prévision des comptes macroéconomiques du Togo (PRECOMAT 3). Il a aussi formulé des recommandations sur les actions urgentes à mettre en œuvre pour l'appropriation et l'opérationnalisation du modèle. Dans le cadre de ces travaux, un cadrage macroéconomique prévisionnel pour l'année 2018 a été élaboré en utilisant le modèle. Les tests de cohérence menés ont permis d'identifier les contraintes notionnelles et conceptuelles de PRECOMAT 3.

Agence UMOA-Titres

86. **Renforcement organisationnel et développement du marché des titres publics.** Le Centre a aidé à identifier les ajustements à apporter au cadre organisationnel de l'Agence (AUT), et a élaboré le manuel de procédures qui servira de mémoire pour l'AUT, et de référence pour faciliter le travail quotidien des agents. Il a également aidé à identifier les aménagements à apporter aux textes régissant les dispositions des titres publics dans l'UMOA en vue de conforter le développement du marché, ainsi que les assouplissements aux modalités de gestion du calendrier régional des émissions en vue de donner plus de flexibilité aux États pour répondre aux chocs de trésorerie.

BCEAO et Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCBU)

87. **Pas d'activités.** Il n'y a pas eu d'activités d'AT avec la BCEAO au cours de l'année fiscale 2016/2017 qui a vu l'adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA des textes de transposition des dispositions pertinentes de Bâle II/Bâle III dans l'UMOA. Le nouveau plan comptable bancaire pour lequel l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest n'a pas été sollicité, a également été approuvé à cette occasion.

88. **Travaux sur la mise en place d'un système de notation des banques.** Les activités d'AT menées par le Centre ont porté sur la mise en place d'un système de notation des banques permettant notamment au superviseur d'identifier les établissements les plus vulnérables nécessitant des actions appropriées, et sur la revue des procédures et du contenu des rapports de contrôles sur place effectués par les équipes d'inspection du SGCBU.

III. ACTIVITÉS DE FORMATION

Séminaires régionaux

89. **Les onze séminaires régionaux organisés par le Centre ont permis de former 334 cadres des pays et institutions membres** (Tableau 4). Ces derniers ont largement apprécié l'opportunité offerte par le Centre pour enrichir leurs expériences et échanger avec leurs pairs des autres pays, sur les thèmes portant sur :

- ❖ Les comptes nationaux ;
- ❖ Les problématiques de risques et d'opportunités liés à l'accès aux marchés internationaux de capitaux ;
- ❖ Le contrôle des opérations fiscales dans le secteur de télécommunication et l'utilisation de RAFIT, un outil important d'analyse des performances des administrations fiscales ;
- ❖ La gestion et le contrôle des exonérations en douane ;
- ❖ La programmation et les politiques financières ;
- ❖ Le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des budgets de programme ;

- ❖ L'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques ;
- ❖ La supervision des banques en difficultés ;
- ❖ Les exigences de la transparence et de la gouvernance financière publique, et la gestion active de la trésorerie pour le financement du budget de l'État.

90. **Opportunités de partenariat avec d'autres pourvoyeurs d'AT.** Certaines de ces actions de formation étaient organisées en partenariat avec des Institutions régionales, l'institut de formation du FMI, et avec le Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique Centrale (Voir Tableau 4). Un résumé de ces divers séminaires est présenté ci-dessous.

Tableau 4. Séminaires régionaux organisés en AF2017

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaires	Participants
Administration douanière	Renforcer la gestion et le contrôle des exonérations.	Nouakchott	8-12 mai 2017		32
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cours sur la programmation et les politiques financières.	Dakar	24 avril- 5 mai 2017	ICD	32
Analyse et prévisions macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des budgets de programmes.	Conakry	27-31 mars 2017		37
Statistiques de finances publiques	L'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques au sous-secteur de la sécurité sociale.	Dakar	10-14 avril 2017		39
Supervision et restructuration bancaires	La supervision des banques en difficultés.	Abidjan	18-21 avril 2017		29
Gestion de la dette publique	Opportunités et risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux.	Abidjan	18-22 juillet 2016	AFC	23
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations du secteur des télécommunications.	Dakar	19-23 septembre 2016		31
Administration fiscale	Gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RAFIT).	Abidjan	20-24 juin 2016	FAD	10
Statistiques du secteur réel	Harmonisation des méthodes et outils de travail sur ERETES, logiciel de comptabilité nationale.	Abidjan	27 juin-1 ^{er} juillet 2016	INSEE	36
Gestion des dépenses publiques-Budget	L'alignement de la documentation budgétaire sur les exigences de la transparence, et de la gouvernance financière publique.	Yaoundé	23-27 janvier 2017	AFC	26
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Assurer une gestion active de la trésorerie pour le financement du budget de l'État.	Abidjan	16-20 janvier 2017		39

*« Contrôle fiscal des opérations
du secteur des
télécommunications »*

91. Ce séminaire s'est tenu au Sénégal du 19 au 23 septembre 2016, avec la participation d'une trentaine de représentants des dix pays couverts par le Centre. Il a permis aux participants d'acquérir les meilleures pratiques utilisées par les pays de l'OCDE en matière de prix de transfert, et de partager l'expérience de l'Afrique de l'Est en matière de fiscalisation du secteur des télécommunications.



*« Gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des
administrations fiscales (RAFIT) »*

92. Ce séminaire, organisé à Abidjan a connu la participation de dix points focaux RA-FIT des administrations fiscales des pays membres du Centre. Les participants ont appris les objectifs de gestion d'une administration fiscale, les principes qui sous-tendent l'élaboration d'un plan d'actions stratégique d'une administration fiscale, les outils de pilotage d'une administration fiscale, la présentation de la nouvelle plateforme ISORA et les moyens disponibles pour le remplissage des données dans cette plateforme.



« L'accès aux marchés des capitaux internationaux »

93. Tenu à Abidjan, ce séminaire régional a regroupé en juillet 2016, une quarantaine de participants représentant les dix-huit États membres de l'AFRITAC du Centre et de l'AFRITAC de l'Ouest, de l'Agence UMOA-Titres, des banques centrales et des commissions des marchés financiers des deux sous-régions. Il a permis la formation des participants, et un échange d'expérience fructueux sur la problématique d'émission des obligations sur les marchés des capitaux internationaux. Il a été également l'occasion de sensibiliser les participants sur les risques inhérents aux émissions sur ces marchés ainsi que sur les mesures à mettre en œuvre pour atténuer les facteurs de vulnérabilité qui peuvent en résulter.



« L'harmonisation des méthodes de travail avec ERETES »

94. Ce séminaire régional organisé à Abidjan avait pour but de faciliter la migration vers le *SCN 2008*. Il a offert un cadre d'échange entre comptables nationaux sur les outils et les méthodes d'élaboration des comptes nationaux mis en œuvre avec le système informatique de comptabilité nationale ERETES. L'évaluation de ces pratiques dans la perspective d'une meilleure utilisation d'ERETES pour produire des comptes nationaux plus fiables et comparables a permis de dégager des voies d'amélioration afin d'assurer une migration harmonieuse vers le *SCN 2008*. Les participants ont été sensibilisés sur le lien entre le renforcement de la démarche intégrée et itérative d'élaboration des comptes nationaux dans ERETES et l'amélioration de leur qualité, et l'importance de l'élaboration et du suivi-évaluation d'un plan de communication. Le séminaire, animé par les experts de l'AFRITAC de l'Ouest, de l'INSEE et d'AFRISTAT a réuni une quarantaine de participants issus des 10 États membres d'AFRITAC de l'Ouest, de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO et de la BCRG.



« Le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des budgets de programmes »

95. Organisé à Conakry, ce séminaire a permis d'évaluer les dispositifs institutionnels qui régissent les travaux d'élaboration des cadrages macroéconomiques et des prévisions budgétaires dans les pays couverts par AFRITAC de l'Ouest ainsi que des outils qui sont utilisés à cette fin. Il a été l'occasion d'identifier les bonnes pratiques et de proposer des pistes pour rendre plus performants les outils, le dispositif institutionnel et l'organisation des prévisions macroéconomiques et budgétaires dans ces pays. Enfin, il a permis de former les participants sur les enjeux du budget programme et leurs implications sur les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques.

« Cours sur la programmation et les politiques financières »

96. Le Centre a organisé à Dakar, du 24 avril au 5 mai 2017, un cours sur la programmation et les politiques financières en collaboration avec l'Institut du FMI pour le renforcement de capacités, et la BCEAO. Ce cours a permis aux participants de s'approprier des connaissances sur divers thèmes notamment les questions liées aux interrelations entre les comptes macroéconomiques, les méthodes d'analyse quantitative et prévisionnelle, la politique budgétaire et la gestion des flux d'aide, ainsi que le cadre analytique pour l'ajustement macroéconomique et les réformes structurelles.



« Renforcer la gestion et le contrôle des exonérations douanières »

97. Ce séminaire, qui s'est déroulé à Nouakchott du 8 au 12 mai 2017, a concerné une trentaine de participants. La CNUCED et l'OMD avait également délégué des représentants. L'objectif principal du séminaire était de poursuivre le renforcement de capacités des administrations douanières dans la gestion, le suivi, et les vérifications des exonérations de droits et taxes à l'importation. Il visait à introduire une approche plus rationnelle et plus pertinente s'appuyant (i) sur les outils informatiques et (ii) sur une culture des contrôles fondée sur la gestion du risque. L'atelier a permis aux participants de partager leur expérience sur les problèmes liés à l'appréhension de la matière, des procédures et des pratiques de gestion et de contrôle des exemptions douanières, et de concevoir un registre de gestion des risques applicable auxdites exemptions.



« La supervision des banques en difficultés »

98. Le séminaire a permis de mettre en évidence les modalités d'identification, de suivi et de traitement des difficultés bancaires afin d'éviter la liquidation des institutions financières et de limiter l'impact sur les finances publiques des pays concernés. À travers la réalisation de cas pratiques, le séminaire a permis aux participants d'enrichir leurs connaissances concernant la détection et la prévention des difficultés des banques par le superviseur, les apports de la supervision basée sur les risques, l'utilisation d'outils spécifiques (Stress tests, évaluation des bilans bancaires), les différents schémas de résolution des crises pour préserver la



stabilité financière et réduire le coût financier pour l'État et/ou le système d'assurance des dépôts, et les mécanismes de gestion des difficultés des banques, ainsi que l'articulation entre les acteurs concernés.

« L'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques au sous-secteur de la sécurité sociale »

99. Le séminaire a réuni plus d'une trentaine de représentants des dix pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest. Il visait principalement à renforcer les connaissances et la capacité technique des participants sur la sectorisation et le traitement des statistiques des organismes de protection sociale selon les standards du Manuel de Statistiques de Finances Publiques (MSFP 2001/2014). Les travaux ont permis de renforcer la capacité des pays de la sous-région à produire et à diffuser le tableau des opérations financières du sous-secteur de la sécurité sociale conformément aux nouvelles normes internationales, et de consolider les statistiques du secteur des administrations publiques.



« Alignement de la documentation budgétaire sur les exigences de la transparence de la gouvernance financière publique »

100. Ce Séminaire, organisé conjointement par les AFRITACs de l'Ouest et du Centre du 23 au 27 janvier 2017 à Yaoundé, visait à renforcer les capacités des participants dans la production d'une documentation budgétaire conforme, pour un contrôle efficace de la gouvernance financière publique. Ainsi, pour bien cerner la problématique de la documentation budgétaire dans le contexte des exigences de la transparence de la gouvernance financière, le séminaire a été l'occasion de renforcer les connaissances des participants sur la documentation budgétaire comme enjeu de la transparence et de gouvernance financière publique ; la documentation budgétaire à l'étape de la formulation du budget ; la documentation budgétaire des projets de loi de finances ; la documentation budgétaire destinée à la société civile et au public ; le reporting et la production des comptes de l'Etat et ; le contrôle juridictionnel et les différents rapports de la Cour des Comptes.

« Assurer la gestion active de la trésorerie pour le financement du budget de l'Etat dans chaque Etat membre de l'AFRITAC de l'Ouest »

101. Ce séminaire s'inscrivait dans la dynamique de l'accompagnement des États par le FMI et l'AFRITAC de l'Ouest, dans la mise en œuvre d'une gestion efficace de la trésorerie et la consolidation du compte unique du Trésor. Il a permis de renforcer les capacités des participants sur le cadre institutionnel pour la gestion active de la trésorerie ; la construction des prévisions infra-annuelles et annuelles de trésorerie pour une exécution optimale du budget de l'Etat ; la problématique de l'articulation entre le Plan de Passation des Marchés (PPM), le Plan d'Engagement (PE) de la dépense et le Plan de Trésorerie (PT) ; la gestion de la trésorerie et la gestion de la dette pour le financement des besoins de l'Etat ; l'état du marché des titres en zone UEMOA et ; le Compte unique du Trésor (CUT). Pour tous ces aspects, les travaux du séminaire ont porté sur les concepts, la structuration et les modalités de mise en œuvre.

Stages d'immersion

102. **Le programme de stages d'immersion s'est intensifié au cours de l'AF 2017.** En effet, vingt-huit cadres des pays membres du Centre ont effectué des stages dans divers domaines, une hausse sensible par rapport à l'année dernière. Ces stages se sont déroulés dans sept pays (Bénin, Royaume du Maroc, Cameroun, Niger, Sénégal, Burkina Faso et Gabon), et ils portaient sur les thèmes indiqués au Tableau 4 ci-dessous. Ils ont été fort appréciés par les participants, dont l'un a noté : *« La mission d'imprégnation au Niger a été pour nous, une source d'inspiration formidable. Une telle initiative est salutaire et encourageante, dans la mesure où le Mali et le Niger partagent presque les mêmes réalités socio-économiques ... »*. La possibilité de travailler directement avec les pairs sur un sujet précis, continue à être noté comme l'une des forces des stages d'immersion.

Tableau 5. Stages d'immersion au cours de l'AF 2017

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte	Pays bénéficiaire	Date
Administration fiscale	La mise en œuvre des réformes organisationnelles.	Cameroun	3 cadres du Sénégal	26 mai au 10 juin 2016
Statistiques du secteur réel	Le changement de l'année de base et la mise en œuvre du SCN 2008.	Cameroun	3 cadres du Burkina Faso	24 septembre au 1er octobre 2016
Statistiques du secteur réel	Élaboration des Comptes Nationaux Trimestriels.	Burkina Faso	2 cadres du Niger	14 au 24 septembre 2016
Statistiques du secteur réel	Élaboration des comptes d'une année courante avec le module ERETES.	Royaume du Maroc	5 cadres du Sénégal	5 au 11 juin 2016
Gestion des dépenses publiques	La bascule au budget de programme.	Gabon	Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal, Mali	13 au 22 juin 2016
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et appropriation du processus de cadrage macroéconomique.	Niger	Guinée, Mali	16 mai au 3 juin 2016
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et dispositifs d'analyse et de prévisions macroéconomiques.	Sénégal	Côte d'Ivoire	9 au 27 mai 2016
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et dispositifs d'analyse et de prévisions des recettes fiscales.	Royaume du Maroc	3 cadres de la Côte d'Ivoire	6 au 10 février 2017
Statistiques du secteur réel	Réalisation des travaux de réconciliation des données et de synthèse, et l'archivage des données sous ERETES.	Bénin	3 cadres de la Guinée-Bissau	10 au 21 avril 2017
Supervision bancaire	La garantie des dépôts	Royaume du Maroc	2 cadres de la Guinée	7 au 13 mai 2017

103. *Administration fiscale*. Trois cadres sénégalais ont bénéficié du programme d'apprentissage par les pairs. La DGI du Sénégal actuellement engagée dans une réforme de ses structures et procédures a sollicité de bénéficier de l'expérience de la DGI camerounaise dans les trois domaines suivants ; (i) Le renforcement de la gestion des moyennes entreprises ; (ii) Le pilotage du contrôle fiscal et la stratégie de l'élargissement de l'assiette fiscale et ; (iii) La modernisation de la fonction du recouvrement des impôts et taxes. Dans leurs témoignages, les participants ont noté en particulier que parmi les conditions qui favorisent la mise en œuvre efficace des réformes on peut citer l'implication effective des acteurs concernés, un pilotage efficace, et une communication suffisante permettant d'internaliser les réformes.

104. *Gestion des dépenses publiques*. Quatre cadres de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Bénin et du Mali ont séjourné pendant dix jours à Libreville pour s'imprégner de l'expérience gabonaise de la bascule au budget de programme qui y est effective depuis le 1^{er} janvier 2015. Comme principaux enseignements, les participants ont fait ressortir que la mise en place du budget de programme est une démarche de longue haleine. En effet, au-delà des aspects techniques liés à l'appropriation des nouveaux paradigmes, cette importante réforme requiert aussi, entre autres conditions, un fort investissement des acteurs, une coalition de tous les acteurs autour de la réforme, une équipe pluridisciplinaire dédiée, et des moyens financiers adéquats.

105. *Statistiques du secteur réel*. Plusieurs cadres du Sénégal, du Niger, du Burkina Faso et de Guinée, ont renforcé leurs capacités d'élaboration des comptes nationaux lors des voyages d'études organisés par l'AFRITAC de l'Ouest.

- ❖ *Sénégal* : cinq cadres de l'ANSD du Sénégal dont un entièrement pris en charge par le Gouvernement du Sénégal ont visité le Haut-Commissariat au Plan du Maroc et examiné l'organisation mise en place au Maroc pour élaborer les comptes nationaux de façon générale et une année de base en particulier, ainsi que les modalités d'un plan de communication dans le cadre de la migration vers le SCN 2008.
- ❖ *Niger* : deux cadres de l'INS ont visité l'INSD du Burkina Faso pour s'imprégner et discuter des thèmes liés aux comptes trimestriels dans les deux pays et partager les difficultés rencontrées par l'INSD lors de la diffusion des CNT, et leurs perspectives d'amélioration. Ils ont participé aux processus de finalisation et de diffusion du PIB du deuxième trimestre 2016.
- ❖ *Burkina Faso* : quatre cadres de l'INSD, dont un entièrement pris en charge par le Gouvernement du Burkina Faso ont visité l'INS du Cameroun pour examiner les questions méthodologiques et les stratégies de mise en œuvre des changements pertinents apportés par le SCN 2008, ainsi que les méthodes de mise en œuvre de la réropolation des CNA et des CNT.
- ❖ *Bénin* : trois cadres de l'INS de Guinée-Bissau ont visité l'INSAE du Bénin pour se familiariser avec les méthodes de travail avec ERETES système informatique d'aide à l'élaboration des CNA et l'organisation du travail à mettre en place pour améliorer la production des CNA, notamment dans le cadre du processus de révision d'une année de base conforme au SCN 2008.

106. *Supervision bancaire*. Deux cadres de la Banque Centrale de la République de Guinée se sont rendus au Maroc pour prendre connaissance de l'expérience de ce pays concernant la mise en place d'un fond de garantie des dépôts chargés d'indemniser les clients en cas de faillite d'une banque. Le fond de garantie présente la particularité d'être un organisme distinct de la banque centrale qui en détient la moitié du capital, l'autre moitié étant détenue par les banques. Ce stage a été particulièrement apprécié par les participants, en particulier concernant l'accueil et la disponibilité de leurs interlocuteurs qui leur ont fourni des éléments d'information essentiels pour poursuivre leur réflexion quant à l'organisation qu'un tel fond pourrait adopter en Guinée.

107. *Analyse et prévisions macroéconomiques*

- ❖ Trois cadres de la Côte d'Ivoire, du Mali et de la Guinée ont effectué des voyages d'études respectivement au Sénégal et au Niger. Ces stages ont porté sur l'organisation du cadre institutionnel de la gestion macroéconomique, plus particulièrement sur l'organisation des comités de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires, ainsi que sur la conduite et la validation des études et des recherches macroéconomiques appliquées. Leurs travaux visaient également à permettre aux participants de s'inspirer des outils et dispositifs élaborés par les pairs pour apprécier la situation macroéconomique du pays et effectuer les simulations de l'impact de chocs exogènes sur l'économie.
- ❖ Trois cadres de la DGI de Côte d'Ivoire se sont rendus au Royaume du Maroc pour s'imprégner de leurs cadres institutionnels et dispositifs organisationnels et techniques des prévisions de recettes fiscales.

Activités en partenariat et Coordination

108. **Coopération allemande (GIZ) et le Pôle de Dakar.** Le Centre a participé à un atelier organisé par ces deux institutions sur la mise en œuvre des nouveaux cadres juridiques dérivés des directives de l'UEMOA (mai 2016 à Dakar).

109. **Commission de l'UEMOA**

- ❖ Le Centre a participé à un atelier de formation sur la mise en œuvre du champ du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) de l'UEMOA qui s'est tenu à Abidjan, du 12 au 14 juillet 2016. À cette occasion, le conseiller résident a apporté des clarifications sur le champ d'application des statistiques de finances publiques et a fait l'état des lieux de la mise en œuvre de la réforme dans la zone UEMOA. Il a aussi mis en exergue les spécificités de la protection sociale, à travers différents cas pratiques sur les traitements et l'enregistrement des opérations des régimes d'assistance sociale, de sécurité sociale et d'assurance sociale employeur.
- ❖ Le Centre a participé à la mission UEMOA d'évaluation de la mise en œuvre du nouveau cadre juridique des finances publiques dérivé des directives de l'UEMOA en Côte d'Ivoire.
- ❖ Le Centre a participé à la deuxième réunion de l'observatoire des finances publiques au titre de l'année 2016 qui s'est tenue à Lomé en novembre 2016. En plus de sa participation à l'encadrement technique des travaux, le Conseiller résident du Centre a délivré une communication sur la stratégie de la bascule au budget de programme avec l'appui de FAD.
- ❖ Le Centre a enfin accompagné l'organisation d'un atelier sur le bilan d'ouverture en comptabilité patrimoniale. À cette occasion, le conseiller résident a présenté deux communications respectivement sur les prérequis à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale et les modalités pratiques sur la constitution du bilan d'ouverture.

110. **Côte d'Ivoire.** L'AFRITAC de l'Ouest a participé à un atelier national organisé par la Côte d'Ivoire en statistiques de finances publiques. L'atelier s'est tenu du 29 août au 3 septembre 2016 à Grand Bassam. Il portait sur la migration du TOFE selon le Manuel des Statistiques de Finances Publiques 2001/2014. Au cours de cet atelier, le Centre a contribué à l'élaboration des ébauches des 4 tableaux du cadre d'analyse minimum tel que prévu par l'article 26 de la directive de l'UEMOA portant TOFE, à savoir : (i) le TOFE UEMOA 2009 (tableau 1) ; (ii) la situation des flux de trésorerie (tableau 2) ; (iii) la situation des actifs financiers et des passifs (tableau 3) ; et (iv) la situation de la dette publique (tableau 4). Les travaux de cet atelier ont permis de réaliser d'importantes synergies avec les activités d'AT organisées par le Centre dans le même domaine, en faveur de la Côte d'Ivoire.

111. **AFRISTAT, Commission de l'UEMOA, BCEAO.** Le Centre a participé à l'organisation de deux séminaires sur la conjoncture et la prévision économique à court terme dans les États membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie. Ces séminaires (Lomé, du 21 au 25 novembre 2016, et Bamako du 29 mai au 02 juin 2017) visaient plusieurs objectifs pédagogiques et opérationnels. Il s'agissait en particulier de renforcer les capacités des participants sur l'analyse de la balance des paiements et des prévisions macroéconomiques à court terme (pour le premier), et sur le processus d'élaboration des documents de synthèse conjoncturelle (pour le second). Ces séminaires ont également permis de confronter les résultats des indicateurs macroéconomiques des pays avec l'évolution de la conjoncture.

112. **Union Africaine, AFRISTAT, CEDEAO et INSEE.** Le Centre a échangé avec ces institutions sur la coordination de l'assistance technique en Guinée pour un meilleur impact des interventions.

113. **Agence UMOA-Titres.** Le Centre a participé à un séminaire organisé par l'Agence UMOA-Titres à Saly (Sénégal) en décembre 2016, et qui portait sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de financement.